

Les élus mélangent la droite et la gauche

Séance du conseil municipal. Vendredi dernier. Chapitre VIII, exposé de la délégation de service public pour la construction et l'exploitation d'un casino. Le débat autour de la délibération offre une belle représentation de la démocratie locale. Avec ses tirades teintées d'une gentille hypocrisie. Une mauvaise foi presque naïve. Pour, finalement, un consensus quasi général à l'heure du vote.

Pendant plusieurs minutes, les observateurs ont bien cru voir le monde à l'envers. Avec une opposition de droite qui dénonce l'abandon d'un projet social fédérateur (le pôle théâtral) au profit d'un établissement de jeux. Et une majorité de gauche qui met en avant l'aspect financier lucratif d'un casino (qui va rapporter) comparé à un centre de conférences qui aurait coûté de l'argent à la commune.

« Choix révolutionnaire de l'ultra-capitalisme »

C'est Christian Battle, auteur d'un « outing » UMP, qui allume la première mèche. « Vous venez de faire un choix révolutionnaire ! Le choix de l'ultracapitalisme. Je suis pour



L'opposant UMP
Christian Battle.

le casino mais laissez-moi pinailler sur l'aspect économique. Le marché est en baisse, les gens jouent maintenant sur internet. En plus, l'emplacement (sur le site des anciens chantiers, N.D.L.R.) n'est pas du tout judicieux. Les croisiéristes ne viendront pas jouer, ils ont déjà des machines à sous dans leur paquebot. Quant aux yachts en hivernage, leurs riches propriétaires partiront à Saint-Tropez. Pourquoi ne pas l'installer aux Sablettes qui sont un lieu traditionnel de jeux ? », demande le conseiller de la minorité, entre d'autres élucubrations plus polémiques. Fathi Bousbih prend la relève : « Avec Marseille 2013, le pôle théâtral aurait eu un impact considérable. Là, vous



Le maire, Marc Vuillemot.
(Photos archives)

allez faire du divertissement, pas de la création artistique. Ce projet était un facteur de cohésion sociale ».

« Je suis le communiste le plus libéral de France »

C'est au tour de Marcel Barbero de se déchaîner : « Je suis surpris, choqué et déçu par ce choix pris à la hâte. Cela n'apporte rien à la ville. Je vous croyais attaché à l'action socio-éducative et là vous décidez de faire un casino sur un site qui a connu la sueur des hommes ». Éthique, immoralité : tous les arguments y passent. Les rôles sont inversés. La droite joue à gauche quand Philippe Mignoni franchit, lui aussi, le Rubicon. « Je vais être le communiste le plus li-

béral de ce pays », lance l'adjoint au commerce. « Ce n'est pas une vision seulement idéologique. Quelle est l'ambition de notre ville, demande l'élu. Je pense que nous sommes capables de faire un casino mais aussi de la culture », argumente-il.

« Je suis devenu joueur depuis les élections »

Plus fort encore, Joseph Pen-tagrossa propose, à sa façon, de blanchir l'argent du casino. « Pourquoi ne pas se servir de cet argent immoral pour faire quelque chose de moral ? », lance l'adjoint communiste aux finances.

Claude Astore s'étonne, pour sa part, des remontrances de la minorité à l'égard du casino : « C'est vous qui avez demandé le classement en station balnéaire. Cela veut donc bien dire que vous aviez l'idée de faire un casino », questionne l'adjoint à l'urbanisme.

Le débat continue mais le consensus est trouvé. Ou presque. Oui, l'opposition est pour un casino. Mais pas sur le site des anciens chantiers.

Le maire essaie d'emporter l'adhésion par une pirouette humoristique : « Moi, je me

Dernière rallonge « le couteau sous la gorge »

À l'unanimité, les élus ont accordé une subvention exceptionnelle de 30000 euros à la crèche Les Comptines, dont les difficultés financières risquaient d'entraîner la fermeture rapide. En réponse aux questions de l'opposition qui souhaitait savoir s'il s'agit de difficultés ponctuelles ou structurelles, Marc Vuillemot a évoqué le désengagement de l'État sur les emplois aidés. Mais il a surtout souligné qu'il n'est « pas content de la façon dont les choses se sont passées ». Parlant de « lobbying phénoménal », il a

suis mis à aimer le jeu lorsque j'étais donné perdant à 4000 contre 1 pendant les élections. À la fin, on a gagné », plaisante Marc Vuillemot. Avant de s'atta-

prévenu : « On ne met pas le couteau sous la gorge des élus en menaçant de fermer et de laisser 150 gamins à la rue ». « Ces difficultés auraient dû être anticipées et n'avaient pas à être gérées de cette façon-là. (...) Je ne proposerai pas que cette subvention soit renouvelée l'an prochain et je veillerai à ce qu'un contrôle strict soit exercé pour que l'utilisation de cette subvention soit centrée sur le site seynois », a-t-il conclu en invitant l'association, et toutes celles qui se trouveraient dans la même situation, à chercher d'autres financements.

Puis, de se recentrer sur sa priorité des priorités : « Il faut arrêter l'hypocrisie sur les questions de moralité. Le plus important est de redresser les finances de ville. Si